

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
65 Boulevard François Mitterrand  
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 13/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **HIRSCH**

3 rue du Torpilleur Sirocco  
63300 THIERS

Références : 20230127-RAP-63-0101-Hirsch Thiers\_VuSL 4 .odt  
Code AIOT : 0005600398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2023 dans l'établissement HIRSCH implanté 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 THIERS. L'inspection a été annoncée le 03/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la non conformité concernant les moyens de lutte contre l'incendie (absence de RIA).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIRSCH
- 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 THIERS
- Code AIOT : 0005600398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HIRSCH est autorisée à exploiter un site de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux provenant des entreprises locales, artisans et particuliers du secteur.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les moyens de lutte et défense incendie  
Suite à l'arrêté préfectoral n°20221685 du 16 novembre 2022 une amende administrative

d'un montant de 3 000 euros a été prononcée à l'encontre de la société Hirsch pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n° 20220455, en date du 06 avril 2022 (non respect des prescriptions sur les moyens de lutte et défense incendie).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conditions d'entreposage des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2	/	Amende, Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	stockage des moteurs	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2,2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	suivi des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 04/03/08	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	stock de batteries	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2	/	1 mois

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réponse apportée par l'exploitant (courrier du 7 décembre 2022, lors de la visite d'inspection et compléments transmis par mail du 27 janvier 2023) ne répond pas aux prescriptions.

Pour lever les non-conformités identifiées dans le cadre de cette inspection, l'exploitant devra :

- mettre en conformité les moyens de lutte et défense incendie ;
- réaliser le suivi des rejets ;
- mettre en conformité les conditions de stockage des batteries ;
- supprimer les écoulements et souillures d'huiles du cassier de stockages des moteurs usagés.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : stock de batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, quantité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2718 régime Autorisation Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne : 25 tonnes maximum
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le stock de batteries était bas et largement sous le seuil des 25 tonnes.  En séance, l'exploitant a déclaré évacuer régulièrement les batteries dès que son stock était en passe d'atteindre 25T (chargement maximal d'un camion). Les trois BSD transmis par mail du 27 janvier 2023, confirment ces éléments : environ 22T tonnes de batteries au plomb (code déchets 16 06 01*) ont été expédiées vers la société CAMPINE. Les deux filières exutoires (recyclage et traitement des batteries) sont CAMPINE et STCM. Une copie du registre des entrées a été transmise en séance (principalement des apports volontaires de quelques unités).  L'analyse croisée du registre des entrées des batteries et des trois BSD n'est pas cohérente en termes de tonnage. Il semblerait que certaines batteries n'ont pas été prises en compte dans le registre des entrées. Trois bordereaux d'expédition (BSDD du 01/09/2022, du 07/09/2022 et du 07/12/2022) ont été émis, pour une quantité de trois fois 22 tonnes de batteries, soit un total de 66 tonnes. Le registre annuel 2022 des entrées fait état de 40 tonnes.  <b>L'exploitant doit apporter à l'inspection, sous 1 mois, les explications concernant l'écart de 26 tonnes relevé entre le tonnage des batteries reçues sur site et le tonnage sortant.</b>
<b>Observation :</b> - L'exploitant doit veiller à enregistrer tous les apports dans le registre des déchets entrants ; - HIRSCH doit veiller au respect du tonnage maximum de 25T de batteries entreposées sur site et anticiper les évacuations si nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : conditions d'entreposage des batteries

<b>Référence réglementaire :</b>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Opérations de tri et conditionnement des déchets  Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire  Les piles ou batteries usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses).</p> <p>Rétention des sols  Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.  - vérification de la distance de 2 mètres entre les zones d'entreposage de déchets incompatibles ;</p> <p>Entreposage des déchets dangereux  Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple).</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare ne pas accepter de batteries lithium sur son site. Les batteries sont stockées en caisses-palettes plastique, à l'abri. Les caisses ne portent pas d'indications sur la nature et le code des déchets, ni les symboles de danger ce qui n'est pas conforme à la réglementation en vigueur. Les caisses palettes sont situées à proximité des balles de papier/carton.</p> <p><b>Au regard de la proximité des balles de papier, les services de l'inspection demandent de mettre en place une aire de regroupement distincte de celle des autres déchets, en respectant une distance d'éloignement d'au moins 2 mètres par rapport aux aires de stockage.</b></p> <p>L'inspection a appelé l'attention de l'exploitant sur la présence potentielle de batteries au lithium dans les batteries de chariots élévateurs. <b>Une attention particulière devra donc être portée à ces déchets lors des contrôles réalisés à réception des prochains apports de ce type.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, absence de dispositifs RIA et détection automatique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> respect de la MED du 06/04/2022
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni de nouveaux éléments factuels sur la mise en place des dispositifs RIA et système de détection automatique.</p> <p>Par mail daté du 27 janvier 2023, l'exploitant a informé l'inspection qu'un rendez-vous avait été pris le 07 février 2023 avec la société DESAUTEL pour établir une offre en vue de réaliser les études préalables.</p> <p><b>L'exploitant doit transmettre sous 1 mois un justificatif attestant de la commande d'une étude d'amélioration du dispositif incendie de son site de Thiers.</b> <b>Les conclusions de l'étude devront être transmises à l'inspection sous 3 mois.</b></p> <p>L'exploitant a par ailleurs transmis un devis concernant les travaux de réfection de la toiture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende, Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois pour la commande des études préalables et 3 mois pour la remise des études.

### N° 4 : stockage des moteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> écoulements résidus d'huile
<p><b>Constats :</b> Une case de stockage des moteurs dépollués laisse échapper des résidus d'huiles de vidange sur le sol (bétonné).</p> <p>Le muret est abîmé par les chargements/déchargements, et ces opérations laissent écouler de l'huile lors du transfert camion-casier.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de prendre des dispositions techniques pour supprimer ces écoulements. <b>L'exploitant doit transmettre la solution retenue et le calendrier de mise en œuvre sous 2 mois.</b></p> <p>En séance, l'exploitant explique vouloir refaire l'aire bétonnée et la dalle béton autour de cette case. Les services de l'inspection demandent qu'à l'occasion de ces travaux, l'exploitant réalise des sondages afin d'identifier toute pollution des sols dans cette zone. Ainsi, les éventuelles terres polluées pourront être éliminées dans le cadre des travaux de réfection de la dalle béton et de la case. <b>L'exploitant transmettra sous 2 mois un échéancier correspondant.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : suivi des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suivi des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Référence réglementaire : Article 4.3.8 – AP 23/10/2006 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Une mesure des concentrations des différents polluants, dont les frais sont à la charge de l'exploitant, sera effectuée tous les 3 mois la première année puis annuellement. Ce contrôle sera réalisé par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et communiqué à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les dernières analyses datent de l'année 2021 (résultats conformes). L'exploitant n'a pas fait réaliser de suivi des rejets sur l'année 2022. Par conséquent, face à cette non-conformité, l'inspection demande que l'exploitant réalise deux analyses en 2023, l'une en début d'année et l'autre en fin d'année. <b>Il doit transmettre le bon de commande signé sous un mois et transmettre les résultats de la première campagne sous 3 mois.</b> Par mail daté du 27 janvier 2027, l'exploitant a confirmé avoir commandé les mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois : bon de commande 3 mois : transmission des résultats d'analyses de la première campagne